



World Forum for Democracy

## **Forum mondial de la démocratie**

« Démocratie : un nouvel espoir ? »

### **CONCLUSIONS et RECOMMANDATIONS de la 10<sup>e</sup> édition**

Des décideurs politiques, des militants, des praticiens et des chercheurs ont partagé leurs points de vue sur les causes et les conséquences du déclin démocratique et sur les moyens de l'inverser lors du *10<sup>e</sup> Forum mondial de la démocratie*, qui s'est tenu à Strasbourg, en France, du 7 au 9 novembre 2022. Au total, 900 participants de 80 pays ont échangé des idées et des expériences sur les nouvelles possibilités qui peuvent être créées aujourd'hui pour renforcer un avenir démocratique.

Les intervenants et les participants de cette 10<sup>e</sup> édition du Forum mondial de la démocratie ont contribué à faire progresser notre compréhension des défis auxquels est confrontée la démocratie et à inspirer de nouveaux projets en matière de recherche et d'innovation. Ils ont avancé de très nombreuses idées sur ce qui peut être fait pour garantir un avenir démocratique pour tous. Un récapitulatif de ces idées est présenté ci-dessous.

### **CONCLUSIONS :**

Le présent rapport vise à identifier les principaux thèmes abordés lors du Forum ainsi que les idées le plus souvent échangées qui peuvent s'appliquer à différents contextes culturels et politiques. Même si nombre des initiatives présentées dans le cadre du Forum et des débats qui se sont tenus à cette occasion ont porté essentiellement sur un pays ou un contexte local donné, notre synthèse ne fera pas référence à des cas spécifiques mais tentera de trouver des points communs entre les expériences et les réflexions exposées lors de l'événement. Ces idées sont regroupées autour des grands domaines qui ont dominé cette édition, notamment les réformes politiques, la diversité, la technologie et l'éducation. Si leur définition est suffisamment large pour éviter tout cloisonnement, ils ne sauraient non plus épuiser le vaste éventail de sujets abordés par les participants. Ils ont néanmoins l'avantage de fournir une structure qui permet de formuler les conclusions de ce Forum de manière qu'elles puissent être retenues et mises en œuvre.

## **1. Les réformes politiques : une voie vers la prise de décision inclusive et la démocratie participative**

La démocratie est une idée populaire mais les citoyens sont frustrés par son fonctionnement. La notion de réformes politiques est souvent invoquée mais l'obtention de majorités qualifiées pour les mettre en œuvre s'avère difficile dans les sociétés polarisées dans lesquelles nous vivons. Il est toutefois possible d'encourager les réformes politiques en évaluant les performances démocratiques de sorte que les pays puissent profiter mutuellement de leurs expériences. L'analyse comparative entre pays similaires (et non la modélisation exclusive des pays occidentaux) peut également encourager le développement démocratique dans d'autres régions du monde.

Certains problèmes systémiques liés aux systèmes politiques ont été examinés, notamment l'inégalité croissante des revenus et ses conséquences sur les droits sociaux, ou les tendances technocratiques amplifiées par la pandémie de Covid-19, mais aucune solution claire n'a été proposée. Néanmoins, des discussions fructueuses ont eu lieu autour de certaines réformes politiques visant à compléter la démocratie représentative par des mécanismes délibératifs, à lutter contre la corruption, à restaurer la confiance dans la politique, à relancer la participation citoyenne, et à promouvoir la gouvernance démocratique dans d'autres pays.

**La démocratie délibérative.** La participation a probablement été l'un des termes les plus utilisés à Strasbourg pendant le Forum mondial de la démocratie 2022. Dans un contexte de frustration grandissante à l'égard de la démocratie représentative, un domaine de recherche et de pratique en plein essor propose de nouveaux mécanismes pour la soutenir. L'idée qu'elle soit assistée et appuyée par la démocratie participative, notamment délibérative, apparaît comme une approche de la prise de décision mieux à même de représenter la diversité d'une société et de ses opinions et d'améliorer la culture démocratique globale.

Les participants ont examiné la manière dont des pratiques délibératives telles que les assemblées de citoyens peuvent être institutionnalisées, en commençant par la phase expérimentale en vue d'obtenir un véritable outil utilisé par les décideurs. Les expériences partagées comprenaient aussi bien des réussites que des échecs. Le manque de temps et un large éventail de questions à débattre peuvent réduire les délibérations à un « simple » dialogue sans orientation précise. Le manque de temps peut aussi finir par donner aux experts un rôle dominant. Pour qu'ils soient couronnés de succès, les processus délibératifs doivent favoriser un dialogue approfondi, être transparents et garantir que le résultat aura un impact.

**Une défiance accrue, un taux de participation faible.** La confiance dans la politique, notamment dans les partis politiques, est un sujet de préoccupation. Pour se relancer, il faudrait que les partis politiques fassent preuve de davantage de souplesse en ce qui concerne les types de participation et d'adhésion et saisissent les nouvelles possibilités offertes par la technologie pour s'ouvrir à l'électorat. Ces efforts pourraient contribuer à augmenter le taux de participation électorale, qui ne cesse de baisser dans de nombreux pays. Des discussions ont eu lieu au sein du Forum sur la nécessité d'instaurer le vote obligatoire et sur la mesure dans laquelle cela permettrait d'obtenir des élections plus représentatives. Cependant, les participants ont eu tendance à donner la priorité au rétablissement de la confiance, considérant qu'il s'agissait du meilleur moyen d'encourager la participation électorale.

En ce qui concerne le système de scrutin, ils ont également souligné que les référendums ou les élections comportant des choix dichotomiques créent des gagnants et des perdants. Les résultats des référendums ne suffisent pas toujours à canaliser les demandes des citoyens, car ces choix dichotomiques s'accompagnent de très nombreuses options qui doivent être formulées et négociées après le vote. Les participants ont donc été invités à trouver des moyens efficaces d'intégrer les contributions des citoyens. D'autres mécanismes de scrutin (par exemple, le vote pluriel) qui vont au-delà des systèmes binaires offrent de nouvelles façons de penser les processus électoraux.

**La corruption.** La corruption non seulement enfreint la loi mais elle fausse également la gouvernance démocratique. Pour s'opposer à ce phénomène, l'état de droit seul ne suffit pas ; il faut un changement de culture démocratique pour que toute la société la condamne. L'application effective de la loi et la mise à disposition de ressources financières et humaines suffisantes pour le système judiciaire sont cruciales, mais ces deux aspects doivent être complétés par les efforts des autorités et de la société civile visant à favoriser des changements culturels qui rendent la corruption inexcusable. Les journalistes et les médias jouent également un rôle essentiel et doivent donc être protégés des pressions extérieures. À cet égard, nous avons souligné précédemment que la technologie favorise la transparence et facilite ainsi la lutte contre la corruption. Ainsi, des initiatives gouvernementales ouvertes ont permis de rendre accessibles en ligne des données inédites sur les dépenses et les activités publiques.

**Des défis internationaux.** Les politiques nationales sont de plus en plus dépendantes du contexte international, et la promotion de la démocratie doit donc être encouragée tant au niveau national que supranational. Par exemple, le fait d'empêcher des poursuites internationales contre des militants politiques et de soutenir leurs batailles juridiques (tout en leur apportant un soutien financier et psychologique) nécessite des efforts au niveau local, national et international.

La guerre en Ukraine et la situation en Afghanistan sont des thèmes qui ont été débattus à plusieurs reprises dans le cadre du Forum, et ces dialogues ont souvent soulevé la question de savoir comment la communauté internationale pouvait défendre les régimes démocratiques à l'échelon international. Outre les tensions géopolitiques qui entravent les actions de l'État, le recours à la conditionnalité et aux sanctions a été à la fois défendu et remis en question par les participants au Forum.

## 2. La diversité : une pluralité de voix

Faire en sorte que toutes les voix soient entendues ou, plus généralement, promouvoir la diversité, a été le quatrième domaine qui a attiré l'attention des participants, notamment des jeunes délégués. La protection des minorités est une pierre angulaire de la gouvernance démocratique, mais elle ne suffit pas. Il convient de redoubler d'efforts pour inclure les groupes marginalisés dans le processus politique, notamment les migrants, les personnes racialisées, les personnes handicapées, les membres de la communauté LGBTQ+ ou les personnes sans abri. En outre, les participants au Forum ont commenté les différences qui existent entre les régions du monde, notant que la pluralité des contextes et des cultures

nécessite l'adoption d'approches différentes pour favoriser la démocratie. Cependant, certains défis transversaux s'appliquent à tous les pays et sont apparus de manière récurrente dans la plupart des discussions.

**La jeunesse.** Le manque de représentation des jeunes citoyens dans la politique générale et les processus décisionnels a été déploré. En conséquence, des appels ont été lancés pour accroître la participation des jeunes aux processus décisionnels publics par l'intermédiaire des conseils municipaux de la jeunesse et des organisations de jeunesse qui créent des espaces sûrs pour la participation des jeunes.

La rapporteure pour la jeunesse, Ijeoma Okereke-Adagba, a noté à cet égard que quarante-huit jeunes délégués du monde entier ont participé au Forum mondial de la démocratie 2022. Pendant les laboratoires d'idées et les débats, quinze jeunes délégués sont intervenus en tant qu'orateurs et un comme modérateur. Il s'agissait notamment de militants des droits humains, d'étudiants, de journalistes, de femmes et d'hommes politiques, de jeunes militants et de créateurs de contenu qui utilisent leurs voix et leurs plateformes pour faire progresser leurs sociétés. Selon M<sup>me</sup> Okereke-Adagba, leurs interventions ont permis « de donner une place de choix à ceux qui sont trop souvent exclus de ces conversations ; de débattre de la manière dont les acteurs locaux et internationaux peuvent garantir que tous les groupes et individus bénéficient de l'égalité des chances ; de savoir si les instruments et mécanismes existants sont suffisants pour éliminer l'exclusion sociale ; et de trouver des solutions pour créer un système qui sera suffisamment flexible pour s'adapter aux défis que l'avenir pourrait nous réserver ».

De nombreuses initiatives ont été présentées lors des sessions de laboratoire dans le but d'inclure la jeune génération dans le processus politique en les mettant en contact avec des représentants dans le cadre de projets de formation ou au moyen d'outils numériques.

**Le genre.** Le Forum mondial de la démocratie 2022 comptait une rapporteure pour l'égalité de genre, Sylvie Bollini, qui a veillé à ce que l'équilibre entre les genres soit respecté au sein du Forum lui-même et en ce qui concerne les sujets abordés. Elle a souligné que les lois et les politiques antidiscriminatoires ne semblaient pas fonctionner et que la représentation des femmes en politique augmentait (très) lentement. De plus, les nouvelles formes de démocratie posent de nouveaux défis en termes d'égalité de genre, notamment des déséquilibres dans l'accès à la démocratie électronique, les préjugés de genre dans les algorithmes utilisés dans l'intelligence artificielle, etc.

Pour ce qui est du Forum lui-même, la rapporteure pour l'égalité de genre a apprécié les progrès notables accomplis en matière d'équilibre entre les femmes et les hommes dans la participation au Forum, tout en faisant remarquer que les participantes étaient peu nombreuses dans certains groupes et que, dans plusieurs autres, la dimension de genre était négligée.

**Le discours de haine et la discrimination.** La question de la polarisation, de la ségrégation et des chambres d'écho est apparue de manière récurrente dans différents groupes traitant d'un large éventail de sujets. L'une des conséquences les plus néfastes de ces processus est la diffusion de discours de haine, notamment en ligne. Plusieurs initiatives présentées au cours

du Forum proposaient la mise en œuvre de différents moyens de combattre les discours de haine en ligne et hors ligne ainsi que des formations sur l'éducation aux médias afin de distinguer les informations des fausses nouvelles ciblant les groupes marginalisés.

Outre ces défis récents au cœur de certaines initiatives innovantes, d'autres organisations ont fait savoir qu'elles se heurtent à une résistance lorsqu'elles tentent de discuter des droits de la communauté LGBTQ+ dans les écoles, ce qui freine la mise en œuvre des programmes d'éducation civique dont nous avons si désespérément besoin (voir section 3).

**Une pluralité de voix.** Nous avons vu au sujet de l'enseignement de l'histoire qu'il est essentiel de mieux faire connaître les récits historiques des groupes minoritaires parce qu'ils sont souvent absents de l'histoire officielle. Or ces récits jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de notre compréhension du passé et du présent. Certains projets ont eu pour principal objectif de recueillir divers récits personnels, notamment dans des contextes marqués par l'absence de documents écrits. La diffusion de ces récits contribue à mieux faire connaître les expériences passées et actuelles d'autres personnes sans pour autant tomber dans le processus d'« altérisation ». Cependant, le travail de mémoire ne doit pas se fonder uniquement sur des entretiens, mais aussi en créant des espaces où les communautés sous-représentées peuvent raconter leur histoire par des moyens artistiques.

**Les inégalités sociales.** L'accroissement des inégalités entraîne une ségrégation des espaces entre les classes sociales ainsi que des risques de division et de polarisation déjà mentionnés. En outre, les inégalités économiques empêchent un accès équitable à une éducation de qualité et entravent le développement d'une culture politique personnelle. Les difficultés économiques touchent les minorités de manière disproportionnée et s'ajoutent ainsi à leur exclusion des espaces de débat et de leur participation aux décisions politiques. À l'autre extrême du spectre des inégalités, une grande concentration de ressources permet aux citoyens aisés d'accroître leur influence politique ou de l'exercer plus facilement, ce qui constitue une menace pour la représentativité. Enfin, il a été souligné que dans les sociétés extrêmement inégalitaires (et paupérisées), les citoyens recherchent avant tout la sécurité, au détriment de leurs droits civils ou de l'amélioration de la gouvernance démocratique, qui deviennent des priorités de second ordre.

**Le cumul des inconvénients.** Pour conclure cette partie, il est important de se référer à la notion d'intersectionnalité. Les différentes formes de discrimination et d'oppression évoquées ci-dessus se recoupent et se chevauchent, créant des systèmes complexes d'inégalité qui ont un véritable impact sur la vie des personnes et sur leur expérience des processus et de la vie démocratiques. Il peut s'agir de facteurs tels que le genre, la race, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, le handicap, la classe sociale et d'autres formes de discrimination. Il est donc essentiel, lorsque l'on essaie d'inclure des groupes marginalisés dans les processus sociaux et politiques, de considérer que ces facteurs ne sont pas isolés les uns des autres mais interdépendants.

### 3. La technologie : une nouvelle démocratie électronique pour un monde numérique

Nous vivons dans un monde numérique comprenant des institutions qui ont été créées dans un monde complètement différent et qui ont du mal à rattraper le rythme de plus en plus rapide des mutations dues aux innovations technologiques. La technologie est une arme à double tranchant : si elle pose de nouveaux défis à nos démocraties, elle sert aussi à éduquer les citoyens, à les sensibiliser aux questions politiques et à renforcer leur engagement démocratique. Les possibilités offertes par l'internet ont été démontrées par la plupart des participants aux laboratoires d'idées du Forum, qui s'appuient sur les outils numériques pour renforcer la démocratie. Les participants ont également réfléchi aux multiples façons dont l'internet a changé nos vies, et à ce que cela signifie pour la gouvernance démocratique. Nous allons en examiner quelques-unes ci-après.

## 4. La gouvernance en ligne

**La démocratie électronique.** Les nouveaux outils numériques devraient être utilisés pour inverser la tendance à la perte de confiance que les citoyens éprouvent à l'égard des institutions politiques. L'utilisation de systèmes à code source ouvert dans tous les outils de démocratie électronique ainsi que la disponibilité de données de source ouverte pour réaliser des analyses indépendantes peuvent entraîner une plus grande participation et autonomisation des citoyens, une responsabilisation accrue des représentants élus et une participation plus directe, tant dans les processus délibératifs qu'électoraux. Le vote électronique peut être utilisé aussi bien lors d'élections ordinaires que dans des circonstances extraordinaires, comme en période de conflit.

Si le vote électronique est déjà une réalité dans certains pays, il reste beaucoup à faire pour qu'un processus électoral en ligne soit fiable et digne de confiance. En effet, les systèmes de vote électronique sont vulnérables aux interférences des pirates informatiques, et il reste à prouver que la transparence et les données de source ouverte pourront effectivement les dissuader à différentes échelles de grandeur. Outre leur résistance aux menaces extérieures, les systèmes de vote électronique doivent être accessibles et transparents. Enfin, en plus de la numérisation des votes, la technologie permet également de mobiliser des réseaux de citoyens pour vérifier les informations diffusées les jours de scrutin et assurer parallèlement un suivi des élections *hors ligne*.

**Des contributions en ligne pour une législation hors ligne.** Plusieurs initiatives présentées dans cette édition se sont appuyées sur des initiatives citoyennes et des pétitions en ligne pour rapprocher les citoyens et les décideurs politiques. Par exemple, les initiatives législatives des citoyens peuvent être canalisées par des plateformes en ligne, ce qui permet aux intéressés d'exprimer plus facilement leurs préoccupations à leurs représentants (par rapport au format traditionnel hors ligne nécessitant des signatures de documents papier). Il importe, pour que cela réussisse, de mettre en place des réglementations permettant de garantir que les initiatives en ligne seront débattues au parlement si elles obtiennent le soutien d'un nombre prédéterminé de citoyens. De même, les consultations citoyennes en ligne peuvent contribuer à l'élaboration et au suivi des préférences des citoyens sur un sujet donné. En outre, un projet a consisté à demander aux citoyens quelles devraient être les priorités régionales ou nationales, puis à faire en sorte que les responsables politiques et les médias les commentent, ce qui démocratise le processus de définition de priorités en

question. Cependant, les citoyens ne se contentent pas d'exprimer leurs opinions sur les sujets que les partis politiques ou les médias grand public choisissent (approche descendante). En effet, ils inversent le processus de définition des priorités en poussant les médias et les dirigeants politiques à se positionner sur les sujets que les citoyens eux-mêmes jugent pertinents (approche ascendante).

**Les enseignements tirés de la pandémie de covid-19.** La pandémie de covid-19 a entraîné la transformation numérique de nombreuses activités, notamment des projets d'innovation démocratique qui ont dû s'adapter aux restrictions imposées aux rassemblements de personnes physiques. Certaines de ces initiatives en ligne ont survécu à la pandémie et sont devenues des espaces numériques permanents de consultation et de participation des citoyens. Cependant, toutes les solutions technologiques mises au point pendant la pandémie n'ont pas fait preuve de viabilité à long terme, et de nombreuses organisations sont revenues aux méthodes traditionnelles de fonctionnement en mode présentiel.

## 5. Les médias en ligne

**L'immédiateté de l'information.** La consommation d'informations est plus rapide que jamais à l'ère numérique. Nous n'avons pas besoin d'attendre les actualités diffusées par la radio ou la télévision à un moment donné de la journée. Il suffit en effet de sortir nos téléphones de nos poches et de consulter nos médias sociaux préférés pour obtenir les dernières informations. L'immédiateté a transformé la manière dont les gouvernements et les autres institutions démocratiques communiquent et, finalement, agissent. Nous attendons des réactions plus rapides de la part de nos représentants, mais nous ne savons pas encore comment obtenir une gouvernance plus rapide qui corresponde à la vitesse du nouveau circuit de l'information. L'accélération du processus décisionnel risque de compromettre l'élaboration de politiques saines et réactives ; nous devons donc soit définir les périodes qui nous semblent nécessaires pour assurer une bonne gouvernance démocratique, soit créer de nouveaux moyens d'intégrer les connaissances des experts et des citoyens dans le processus d'élaboration des politiques de manière plus agile.

**L'indépendance de l'information.** La disponibilité de moyens faciles et rapides pour diffuser l'information a eu un impact non seulement sur l'aspect institutionnel de la communication mais aussi sur le paysage médiatique. Les nouvelles plateformes ont donné de nouvelles possibilités aux médias indépendants et au journalisme citoyen, qui sont mieux placés pour remettre en question les récits et les cadres dominants. Ces initiatives renforcent la liberté d'information et enrichissent le paysage médiatique, souvent limité par la concentration de la propriété ou les acteurs politiques. Il s'agit d'un élément crucial à un moment où la liberté de la presse est mise sous pression et où les poursuites et les violences à l'encontre des journalistes sont en forte augmentation dans le monde entier.

**Les médias sociaux.** Tout comme le journalisme citoyen, les réseaux sociaux ont donné la parole à un plus grand nombre de citoyens et ont mis fin au flux unidirectionnel d'informations des médias traditionnels vers un public passif. La démocratisation des flux d'information permet à tout un chacun de participer plus facilement au débat public, mais

aussi de les manipuler, non seulement en diffusant de fausses informations, mais aussi en utilisant des *armées de bots*.

Malgré son apparente ouverture, l'espace numérique a créé une dynamique de pouvoir extrêmement déséquilibrée comprenant notamment de puissants acteurs non étatiques tels que des entreprises privées qui peuvent acheter des bots (c'est-à-dire créer de faux profils de réseaux sociaux automatisés qui diffusent ensuite des messages politiques). Plus important encore, ces acteurs puissants (qu'il s'agisse de grandes entreprises ou de millionnaires) peuvent également fixer les règles des plateformes privées qui sont devenues des *agoras* publiques.

L'un des principaux défis pour le législateur est de trouver le bon équilibre pour réglementer la communication numérique sans censurer et protéger la vie privée des utilisateurs. Cependant, les gouvernements autoritaires peuvent également utiliser les technologies numériques en leur faveur, ce que dénoncent les chercheurs qui étudient et traquent déjà l'*autoritarisme numérique*, en se concentrant sur trois aspects : l'exploitation de l'information, la surveillance de masse et la censure. Il en ressort que la réglementation doit être constamment mise à jour pour que l'intérêt public soit protégé des acteurs privés et publics qui peuvent utiliser les outils numériques contre les intérêts des citoyens dans cet environnement en constante évolution.

**Les chambres d'écho numériques.** La pénétration de l'internet a entraîné la généralisation des médias sociaux et la fragmentation du paysage médiatique, qui compte un grand nombre de nouveaux médias en ligne aux formats très variés (journaux numériques, chaînes YouTube, streaming vidéo, podcasts, etc.) Dans ce nouvel univers des possibles, nous pouvons choisir les personnes avec qui nous voulons nous connecter et les sources qui nous fourniront l'information. Dans les deux cas, nous avons tendance à suivre les profils et les sources d'information qui correspondent à nos opinions (politiques), en nous immergeant dans des chambres d'écho de personnes qui pensent de la même manière. Ces bulles numériques limitent la diversité des opinions auxquelles le citoyen est exposé, ce qui a des effets négatifs sur son ouverture d'esprit et, plus généralement, sur le débat démocratique et la composition de l'espace public, qui s'en trouve fortement polarisé. La section éducation et diversité présentent plusieurs idées et pistes d'intervention pouvant dépolariser les sociétés et décroiser les chambres d'écho.

## 6. L'éducation. Favoriser l'éducation à la démocratie et les compétences en matière de citoyenneté démocratique

Pour que la démocratie fonctionne, nous avons besoin de citoyens informés et éduqués. Mais comment éduquer à la démocratie ? Nous devons mieux faire connaître nos droits, renforcer la responsabilité et l'autonomisation des citoyens, et diffuser les valeurs démocratiques. L'éducation est un processus permanent qui n'a pas toujours besoin d'être institutionnalisé : les échanges entre générations ainsi que le dialogue qui s'instaure au-delà des clivages partisans, ethniques ou religieux peuvent continuer à nous instruire tout au long de notre vie.



**Des citoyens insatisfaits mais démocrates.** Les citoyens du monde entier sont plus mécontents de la démocratie aujourd'hui qu'il y a quelques décennies. Si l'insatisfaction à l'égard du fonctionnement actuel des institutions démocratiques n'entraîne pas nécessairement un renoncement à la démocratie, les citoyens mécontents peuvent tourner le dos aux partis traditionnels et voter pour des partis qui remettent en cause les droits des minorités et d'autres principes fondamentaux de la gouvernance démocratique. Dès lors, le mécontentement à l'égard de la démocratie est, indirectement, une menace pour la démocratie. Dans ce contexte, l'éducation peut empêcher les citoyens d'adopter des valeurs antidémocratiques en réaction à leur frustration, tout en leur donnant les moyens de participer au débat politique pour apporter un changement positif.

La gouvernance démocratique nécessite des citoyens éclairés mais aussi des dirigeants formés. Malheureusement, les difficultés économiques, la corruption, l'insécurité et même la guerre contraignent les jeunes à quitter leur communauté locale ou leur pays. Dans ce contexte, de nombreux pays finissent par être confrontés à un nouveau défi, celui de la « fuite des cerveaux ». Pour y faire face, certaines initiatives se concentrent sur la formation et l'éducation politique des jeunes citoyens dans le but d'aider la prochaine génération de dirigeants politiques.

**Des citoyens mieux informés.** La démocratie a besoin de citoyens éclairés, et comme nous l'avons vu dans la section précédente, la technologie leur offre de nouvelles possibilités d'être constamment informés. Pourtant, dans certains contextes, les citoyens ne savent pas comment fonctionne leur système politique et peuvent même ne pas connaître leurs droits. Le lauréat du Prix de l'innovation pour la démocratie 2022 aborde précisément cette question. Le *Justice Code Foundation Trust* au Zimbabwe a été récompensé pour son application, *Astrea Justice*, qui vise à améliorer l'accès aux informations sur les droits humains et la justice. Cette solution innovante contribue à renforcer la protection des droits des citoyens et à améliorer leur promotion. Elle fournit des informations juridiques ainsi qu'une éducation à des droits tels que le droit à la justice administrative, le droit de vote, de manifestation et de pétition, ainsi que le droit à l'égalité devant la loi. Cette application, qui fournit également des informations sur les droits des personnes arrêtées et la sécurité personnelle, est disponible dans trois langues locales : le shona, l'anglais et le ndebele.

**L'éducation pour tous.** L'un des défis de l'éducation (démocratique) est celui de l'hétérogénéité démographique. Les participants au Forum ont mentionné à plusieurs reprises la nécessité de veiller à ce que l'éducation soit disponible dans différentes langues et en utilisant une écriture simple. Un moyen de garantir que les informations sont accessibles à tous est de faire en sorte que les notions complexes soient expliquées de façon simple, sans qu'il soit nécessaire de disposer de connaissances préalables ni d'utiliser un vocabulaire complexe. La popularité des vidéos « explicatives » sur internet prouve que la dimension pédagogique est importante. Elles clarifient en effet le fonctionnement des institutions politiques et fournissent le contexte nécessaire pour comprendre les débats politiques du moment. Nous avons vu que plusieurs initiatives avaient adopté cette approche en fournissant une éducation civique à la fois en ligne et hors ligne. À cet égard, les participants ont souligné l'importance d'amener l'information là où les citoyens se trouvent déjà (communautés locales, réseaux sociaux, WhatsApp, etc.).

**Tirer les enseignements du passé.** L'enseignement de l'histoire dans la sphère publique fait souvent l'impasse sur la reconnaissance et l'inclusion de perspectives alternatives, privilégiant plutôt un récit dominant et exclusif. Pour bâtir des sociétés pluralistes et démocratiques, il est important d'introduire des perspectives multiples dans notre histoire collective grâce au partage d'expériences diverses. Des institutions culturelles telles que les musées et des traditions populaires comme les contes peuvent faciliter ce processus d'inclusion. Cependant, afin de trouver un équilibre entre la nécessité de reconnaître les différences et la pluralité et l'exigence d'un certain degré de consensus au sein d'une communauté politique, il peut s'avérer nécessaire de simplifier l'écriture de l'histoire académique à des fins éducatives. Il est possible, par exemple, d'inclure des récits alternatifs dans les cours d'histoire et de discuter des souvenirs et des récits historiques de différents groupes de la société et d'autres pays.

**La ségrégation dans les systèmes éducatifs.** L'éducation ne doit pas nécessairement porter *sur* les valeurs démocratiques pour créer une amélioration de la sphère publique. Le contexte même dans lequel se déroule l'éducation est important et peut contribuer à rapprocher les sociétés. Il est essentiel de mettre fin à la ségrégation dans l'éducation pour construire des sociétés plus cohésives et prévenir une plus grande division et polarisation de la société, notamment dans les contextes de forte hétérogénéité nationale ou ethnique. De même, il est important que les élèves issus de milieux socio-économiques différents ne soient pas isolés les uns des autres. Outre le fait de rassembler les élèves en classe, ce Forum a présenté des exemples de programmes de formation visant à prévenir explicitement la discrimination, notamment une formation visant à prévenir les attitudes anti-Roms et l'islamophobie, qui pourraient être mis en œuvre dans les écoles et les centres communautaires.

## RECOMMANDATIONS :

### À l'intention des gouvernements nationaux :

- **Faciliter la participation directe des citoyens** en mettant à jour les procédures d'initiative citoyenne pour que les signatures numériques puissent être utilisées et en réduisant le nombre de signatures requises pour qu'une initiative puisse être soumise au débat parlementaire.
- **Réglementer l'espace numérique** sans censurer, en protégeant les droits et la vie privée des citoyens et en préservant l'intérêt public dans l'espace numérique tant des sociétés privées que des acteurs publics.
- Utiliser des **systèmes à code source ouvert** pour tous les outils de démocratie électronique, et encourager l'analyse indépendante des données de source ouverte. La mise à disposition de données sur les dépenses favorise la transparence et prévient les pratiques de corruption. De même, le partage des informations et des avis scientifiques utilisés pour prendre des décisions politiques favorise la transparence et la responsabilité.

### À l'intention des autorités locales et régionales :

- S'employer à institutionnaliser des **assemblées de citoyens** en commençant par la phase expérimentale en vue d'obtenir un véritable outil utilisé par les décideurs. Pour qu'ils soient couronnés de succès, les processus délibératifs doivent favoriser un dialogue approfondi, être transparents et garantir que le résultat aura un impact. La participation des jeunes aux processus décisionnels publics pourrait être améliorée par la création de **conseils municipaux de la jeunesse**.
- La **presse locale et indépendante** est essentielle pour la démocratie. Il convient donc de soutenir les médias locaux et indépendants tout en encourageant l'utilisation de leurs langues locales afin de s'assurer que toutes les communautés ont accès aux informations politiques.
- Mettre en œuvre des **programmes de formation pour prévenir la discrimination** (par exemple, pour prévenir les attitudes anti-roms ou les préjugés contre les minorités religieuses), lesquels pourraient être menés à la fois dans les écoles et les centres communautaires. Dans le même ordre d'idée, les gouvernements pourraient encourager l'inclusion de récits alternatifs dans l'**enseignement de l'histoire** ainsi que l'étude des souvenirs et récits historiques de différents groupes de la société et d'autres pays.

### À l'intention des organisations internationales, dont le Conseil de l'Europe :

- **Évaluer les performances démocratiques** au moyen d'indicateurs publics afin que les pays puissent profiter mutuellement de leurs expériences. L'analyse comparative entre pays similaires (et non la modélisation exclusive de pays occidentaux) peut également encourager le développement démocratique dans d'autres régions du monde.

- **Promouvoir l'égalité de genre** et accorder l'accès à l'éducation aux filles du monde entier sont deux domaines qui doivent être prioritaires face à la régression actuelle dans certains pays.
- **Réduire la pauvreté** et assurer la couverture des besoins de base sont des étapes nécessaires pour favoriser la démocratisation. Dans le même temps, il faut un **soutien financier** plus important pour les initiatives citoyennes en matière de droits de l'homme et de droits civils et politiques.

### À l'intention des partis politiques :

- Les partis devraient faire preuve de davantage de souplesse en ce qui concerne les types de participation et d'adhésion et saisir les nouvelles possibilités offertes par la technologie pour s'ouvrir à l'électorat.

### À l'intention de la société civile :

- **Renforcer une culture démocratique.** Renforcer la démocratie ne signifie pas seulement transformer le système, mais aussi veiller à ce que les droits existants soient exercés. Pour de nombreux citoyens, les notions de droits de l'homme et le fonctionnement de leur démocratie nationale ne sont pas toujours bien compris ou connus. La diffusion des connaissances civiques et la sensibilisation des citoyens à leurs droits constituent un moyen puissant.
- **Utiliser et partager des données.** Avec les journalistes, les citoyens devraient tirer parti de la grande quantité de données rendues accessibles par les lois sur la transparence qui sont de plus en plus adoptées dans de nombreux pays. L'examen de ces données publiques est essentiel pour responsabiliser les hommes politiques et lutter contre la corruption. Il en va de même pour la mobilisation de réseaux de citoyens visant à vérifier les informations les jours de scrutin et à assurer parallèlement le suivi des élections *hors ligne*
- **Encourager la diversité culturelle.** L'inclusion de différents groupes de la population doit être un élément essentiel de toute activité civique, qui doit viser à créer des espaces pour les communautés sous-représentées.

### À l'intention du secteur privé :

- Les **entreprises du secteur numérique** devraient empêcher l'utilisation de *bots* pour influencer sur le débat public. Elles ont également une responsabilité concernant les informations partagées sur leurs plateformes et doivent s'assurer qu'elles ne sont pas utilisées pour diffuser des messages haineux ou des fausses informations.
- Les **médias** devraient démocratiser le processus de fixation des priorités en permettant aux citoyens de suggérer des thèmes et en veillant à ce que les hommes politiques examinent les questions soulevées par les citoyens et expriment leurs points de vue à ce sujet.
- L'**inégalité économique** n'est pas seulement une question que les gouvernements peuvent aborder par la redistribution des revenus. Les entreprises privées devraient

s'appuyer sur des politiques de commerce équitable et des audits d'équité salariale pour empêcher l'aggravation des écarts de revenus et de richesse.

*Rapport rédigé par **Xavier Romero Vidal**, Rapporteur général de la 10ème édition du Forum mondial de la démocratie, en collaboration avec une équipe de 25 rapporteurs et le Secrétariat du Forum mondial de la démocratie*